

SIT-IN DU MOUVEMENT BARAKAT À ALGER

La police exhibe ses muscles

Le rassemblement du mouvement Barakat a été violemment réprimé hier à Alger. Vite repérés, vite arrêtés, les manifestants ont été «séquestrés» dans des cages d'escalier des immeubles avoisinants, improvisées en cellules.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Seize heures tapantes, la place Maurice-Audin (Alger) est noire de monde. C'est ici que les membres du mouvement Barakat se sont donné rendez-vous pour leur dernier sit-in, avant le scrutin de l'élection présidentielle.

A peine arrivés sur les lieux que les arrestations commencent. Cette

fois-ci, la police est décidée à réprimer le mouvement. Pour ce faire, un impressionnant dispositif sécuritaire a été déployé. Armés de matraques, les policiers font preuve d'une agressivité et d'une férocité inouïes. Une réelle exhibition de force.

Les membres de Barakat se font repérer un par un. Cernés, bousculés, brutalisés, ils se font extirper de

la foule. Beaucoup d'entre eux ont été entraînés par terre par des policiers. «Non, non! Ne le traînez pas par terre», crie Azouaou, membre du mouvement Barakat et victime des événements d'Octobre 1988, à l'encontre de trois policiers qui traînaient à même le sol un jeune manifestant. Des arrestations musclées auxquelles même les femmes n'ont pas échappé. C'est le cas de Amira Bouraoui qui a eu droit à ce genre d'humiliation.

Outre les coups qui fusaient de partout, les manifestants arrêtés ont eu droit également aux insultes et blasphèmes de la part des policiers. «Mateyehliche (Ne m'insultez pas)», lance un jeune aux deux policiers qui le conduisaient loin du lieu de la manif. «Tais-toi, tais-toi ! Je suis poli-

cier», répond l'un d'entre eux, joignant à sa réplique des coups de pied aux tibias du jeune manifestant.

Vite arrêtés, les membres du mouvement Barakat ont été enfermés dans les cages d'escalier des immeubles avoisinants.

Porte fermée, l'immeuble du 7 Didouche Mourad était l'une des «cellules» improvisées de la police. Selon les manifestants qui ont échappé à ces arrestations, c'est ici que Amira Bouraoui est «séquestrée» avec d'autres membres du mouvement.

Une heure plus tard, la porte demeure toujours close sous une haute surveillance policière. Pas moins d'une vingtaine de policiers font le guet à l'extérieur. Selon les mêmes témoins, les

membres de Barakat enfermés dans ces «cellules» ont été tabassés à l'intérieur. Comme preuve : «Ceux qui ont été relâchés portent des hématomes», ont-ils ajouté.

Face à une telle répression policière, les passants ne restent pas indifférents. «H'chouma (la honte) ! Où sont les hommes ? Où sont les femmes ?», tonne une quinquagénnaire, tout outrée. Même les automobilistes prennent partie. «Ya lihoud ! (espèce de Juifs)», lance un chauffeur de taxi à l'encontre des policiers.

Dix-sept heures passées, la place Maurice-Audin ne désemplit pas. La police poursuit vainement sa chasse à la presse présente en force sur les lieux du rassemblement ainsi qu'aux curieux.

R. N.

DES FAMILLES ENTIÈRES DÉSERTE LA VILLE

Le jour du scrutin fait peur à Ghardaïa

Des familles mozabites désertent la ville de Ghardaïa par peur d'éventuels dépassements le jour du scrutin, selon des sources locales.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Alors que Ghardaïa offre l'image d'une ville fantôme depuis quelques jours, en raison des commerces fermés et des ruelles désertées par la population, des sources locales affirment que des familles entières ont quitté hier la vallée du M'zab pour prendre refuge à Tiaret et à Alger, où une forte communauté mozabite est installée.

«Le jour du scrutin fait vraiment peur à Ghardaïa et beaucoup de

citoyens craignent que la ville ne renoue avec les violences.

Des familles entières ont délaissé leurs maisons pour aller passer cette période sensible chez leurs proches dans différentes régions du pays, notamment à Tiaret et à Alger», soulignent les mêmes sources.

En effet, après l'assassinat de deux jeunes Mozabites à Berriane et Ghardaïa, vendredi et samedi passés, un climat de paranoïa s'est emparé de la région et la plupart des habitants craignent que la situation ne dégénère encore une fois.

«Nous avons l'ultime conviction que ce qui se passe chez nous est intimement lié aux élections présidentielles en cours et que s'il y a des

affrontements le jour du vote, ça va aller vers le chaos», s'inquiètent nos sources qui n'excluent pas le départ définitif de certaines familles qui possèdent des biens en dehors de la vallée du M'zab.

Elles affirment même que quelques commerçants mozabites notables procèdent d'ores et déjà à l'achat de biens dans la région d'Alger pour carrément s'y installer. «Si ça continue ainsi, les agitateurs et les manipulateurs qui sont derrière cette crise intercommunautaire finiront par éparpiller la communauté mozabite et vider la vallée du M'zab de ses enfants véritables», concluent amèrement nos sources locales.

M. M.

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME À GHARDAÏA

La LADDH dépose une plainte auprès du HCDH de l'ONU

La Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) a déposé une plainte auprès du Haut Commissariat des droits de l'Homme de l'ONU qui résume un travail d'observation à Ghardaïa depuis l'année 2008. C'est ce qu'a annoncé hier le président du bureau national de la LADDH Dabbouz Salah lors d'une conférence de presse.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour le président du bureau national de la LADDH, les libertés individuelles et collectives ne sont pas respectées et la situation a empiré depuis quelques mois.

Dabbouz Salah évoquant de plus en plus de restrictions, dénoncera le passage à la violence pour réprimer les contestataires.

Nous aurions souhaité des élections réellement ouvertes et que tout le monde exprime librement son opinion. Ce n'est pas le cas, malheureusement, sont actuellement préparés des résultats que l'on va imposer au peuple et cela nous inquiète», a

déclaré le président de la LADDH. Evoquant la situation précaire qui prévaut dans la région de Ghardaïa, Salah Dabbouz annoncera que les membres de la LADDH reviennent de la région où ils ont constaté la prévalence d'un climat tendu. «Les propriétés privées sont encore incendiées la nuit notamment. Un couvre-feu devrait être décrété pour protéger les populations en attendant un retour à la normale.

Après avoir épuisé toutes les voies de recours nous avons donc déposé le 12 avril une plainte auprès du Haut Commissariat des droits de l'Homme de l'ONU qui résume un tra-

vail d'observation à Ghardaïa depuis l'année 2008. La plainte a été signée par le président d'honneur de la LADDH Ali Yahia Abdenmour», a précisé l'intervenant notant que tout a été fait pour orienter l'attention sur un conflit tribal à Ghardaïa.

«Nous dénonçons aussi l'utilisation de balles réelles et de tortures», a déclaré le représentant de la LADDH. Lors de la conférence de presse sera aussi mise en avant la problématique vécue par les travailleurs licenciés par Lafarge à Ogaz, dans la wilaya de Mascara.

Dénonçant «le non-respect par l'employeur des droits des travailleurs notamment dix-sept d'entre eux qui ont été licenciés», le président de la LADDH a annoncé une réflexion dans le but d'organiser une série de sit-in devant la direction générale de Lafarge à Alger.

F.-Z. B.

LES ALGÉRIENS DU MONDE ONT UNE PEUR BLEUE DE LA FRAUDE

Les gens contre les experts

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Aujourd'hui, les voix des Algériens de là-bas se mêleront à celles d'ici. Ou le contraire, ce qui revient au même. Le processus électoral qui a débuté pour ceux de l'exil samedi de ce mois et se termine le 17, a déjà livré quelques enseignements. Le vote pro-Benflis, une modeste participation et une peur bleue de la fraude.

Akli d'Anvers résume ainsi la situation «il faut que l'on accède au statut de devenir des ... gens, «ki-ennass»... Zineddine de Louvain-la-Neuve, matheux, est encore plus affirmatif «frauder, c'est encore vouloir voler et corrompre».

Les votants et les non-votants s'accordent tous sur le point que la fraude serait une tentation dangereuse et porteuse de toutes les catastrophes. Les Algériens ne comprendraient pas et n'accepteraient pas aussi facilement la fraude cette fois-ci. «Rien ne le justifie», dit Abdelkader, rencontré à Bruxelles. «Hier, on nous a sorti un bébé moustachu (RND - ndlr) au nom de la sauvegarde de la nation. On connaît le résultat et les conséquences...» «On est devenu, ajoute-t-il, la risée du monde, le seul pays où l'administration possède son parti et les partis possèdent une administration». Salim est nostalgique de l'époque Boumediène «Lui, au moins, n'était pas un menteur. Il gouvernait au nom de principes et disait aux Algériens son programme d'édification nationale, il ne les menait pas en bateau en organisant des élections truquées et bidon. Ce n'était pas un démocrate, certes, mais il ne réalisait pas des films sur le vote...»

C'est vrai que la présidentielle actuelle présente quelque chose, un sentiment, quelque part, diffus que les experts en fraude risquent de perdre la main. Pour les Algériens d'Europe qui ont bien voulu s'exprimer et d'autres qui ont même de par leur propre chef voulu prendre la parole afin qu'elle soit «écrite dans votre journal», Benflis a levé un espoir, fait bouger les lignes et peut gagner. «Ce n'est pas le candidat pour lequel j'aurais voté en d'autres circonstances, mais cette fois-ci je lui ai donné ma voix». Pourquoi ? «C'est la seule alternative actuelle à Bouteflika, le seul bulletin qui mettra à Bouteflika de se soigner tranquillement et à l'Algérie de reprendre son souffle». «Je ne comprends pas le système algérien, estime, quant à lui, Mourad, restaurateur à Liège, «il peut se permettre une évolution avec Benflis, qui est des leurs, quand-même, ce n'est pas un révolutionnaire ou quelqu'un qui leur cherchera des poux sur la tête et refuse cette alternative correcte, sans casse.» Son ami venu de France avec sa petite copine spécialement pour dîner chez Mourad dans son établissement où l'on «mange» et surtout «boit» bien. Très bien même pour ceux qui boivent, tiens la réponse «tu crois qu'ils vont lâcher ? Ils sont capables de marcher sur Benflis, de torpiller l'Algérie, de même accepter son éclatement pour rester au pouvoir. Pour eux, c'est vital. Soit le pouvoir, soit la prison».

«Benflis n'est pas malin, reprend Mourad, il aurait dû déclarer qu'il ne les poursuivra pas, qu'ils peuvent aller à l'étranger en toute quiétude et profiter des immenses fortunes qu'ils ont amassées en volant l'Algérie». La petite copine de l'ami de France, belle et taiseuse jusqu'à cet instant, prend la parole «tu crois qu'ils sont bêtes à ce point ? Ils ne le croiraient pas (Benflis, ndlr) et puis s'il dit qu'il va leur pardonner, les autres Algériens le prendront pour une andouille, et ils le soupçonneront même d'être complice».

La petite copine que j'ai sous-évaluée s'appelle Samia. Aujourd'hui jeudi 17, les Algériens en Europe seront nombreux à suivre les opérations de dépouillement. Les gens croient à une sortie par les urnes de Bouteflika. Il faut, pour cela, défaire «les experts».

A. M.

IL Y A UNE ANNÉE DISPARAISAIT ALI KAFI

Commémoration et recueillement au cimetière El Alia

C'est dans une discrétion totale, que la famille et proches de l'ex-chef de l'Etat feu Ali Kafi ont commémoré le premier anniversaire de la disparition de ce dernier. C'était hier, au cimetière El Alia, plus exactement au niveau du carré des martyrs, qu'un recueillement à la mémoire d'Ali Kafi a eu lieu.

En effet, il y a une année, soit le 16 avril 2013, celui qui avait succédé à feu Mohamed Boudiaf à la tête de la magistrature suprême est décédé à l'âge de 85 ans. Hier, c'est dans une ambiance émouvante et en présence des membres de sa famille et de ses proches, qu'une cérémonie de recueillement a été organisée au cimetière El Alia à la mémoire de celui qui était à la tête de la présidence du Haut Comité d'Etat (HCE). Les quelques personnes

que nous avons rencontrées dont certains sont venus de Skikda, plus exactement de la localité d'El Harrouch, affichaient des signes de tristesse, en cette première année de sa disparition. Une commémoration qui intervient dans une conjoncture politique particulière, marquée notamment par la tenue de l'élection présidentielle. D'ailleurs, certaines personnes que nous avons approchées ont évité de lier cet événement commémoratif avec l'actualité nationale.

«Aujourd'hui, nous sommes venus rendre hommage à Si Ali et nous prions Dieu Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis», a-t-on témoigné. L'homme qui a succédé le 2 juillet 1992 à Mohamed Boudiaf a tiré sa révérence après avoir occupé plusieurs importantes fonctions au sommet de l'Etat algérien. Né en 1928 à d'El-Harrouch dans la wilaya de Skikda, Ali Kafi avait milité à Skikda puis il rejoint le maquis du nord constantinois. Sous les ordres de Zighoud Youcef, il participe aux offensives d'août 1955. En août 1956, il fait partie de la délégation de la zone 2 au congrès de la Soummam. Appelé en mai 1959 à Tunis, il sera un des 10 colonels qui réorganiseront les ins-

tances dirigeantes de la Révolution (le GPRA et le CNRA). Au cours de la crise en 1962, Ali Kafi se trouvera du côté du GPRA. A l'indépendance, il est nommé ambassadeur dans plusieurs pays (Syrie, Liban, Libye, Tunisie, Égypte, Irak et Italie). Le 11 janvier 1992, après la destitution du président Chadli Bendjedid, Ali Kafi devient une personnalité connue par tous les Algériens puisqu'il est l'un des membres du Haut Comité d'État (HCE), organ provisoire de la gestion de l'État mis en place par l'armée algérienne pour gérer la crise des années 1990.

Le 30 juin 1994, il remet ses pouvoirs de chef de l'État à Liamine Zeroual.

A. Bettache